

01 - Communications diverses

«**M. LE MAIRE** : Le quorum est atteint.

Y a-t-il des remarques sur le précédent compte rendu du Conseil Municipal ? Je n'en vois pas.

Je désigne Rosa REBRAB secrétaire de séance.

Chers collègues, je vous souhaite à toutes et à tous, ainsi qu'aux Bisontines et aux Bisontins qui assistent et nous regardent par internet, une belle reprise en ce premier Conseil Municipal de la nouvelle saison scolaire.

Alors que la rentrée scolaire a eu lieu il y a déjà une quinzaine de jours, je veux ici me réjouir et féliciter le service Education des très bonnes conditions pour les petits Bisontins accueillis dans nos 67 écoles et dans nos 14 crèches.

J'ai, avec M. le Recteur et Yves-Michel DAHOUI, d'ailleurs fait la rentrée à l'école Ile de France et nous avons déjeuné au restaurant municipal en partageant un excellent repas, celui des enfants, avec de nombreux invités dont la presse, sous la présidence de Claudine CAULET que je remercie et qui a donc fait là aussi un très bon travail. Cette cuisine est une belle réussite et je crois que toutes les personnes présentes ont pu apprécier la qualité de ces repas. Nous avons pu constater qu'il y avait beaucoup de produits Bio, de produits frais et issus de la culture biologique sur des circuits courts et nous allons continuer dans cette voie.

Cette rentrée est une belle réussite pour les 10 165 enfants concernés à Besançon et je tiens à féliciter l'ensemble des agents qui ont travaillé pour que cette rentrée se passe bien et tous celles et ceux qui, pendant l'été, ont fait un gros travail dans les différents services, entre autres les Services Techniques.

Je salue l'arrivée de la nouvelle directrice de l'Education, Mme DAUVERGNE-GOUYER. Comme vous le savez, notre volonté politique place l'éducation parmi les priorités d'action. Il y avait un souci à l'école de La Butte, Yves-Michel DAHOUI s'y est souvent rendu, nous avons dit que nous garderions le poste d'ATSEM pour la première année et entre-temps l'Inspection Académique a accepté de rouvrir une classe ; ce problème a donc été réglé de bonne manière.

Dès le début de ce mandat, en 2014, j'ai fixé les 4 axes principaux de notre action : outre l'action sociale et la politique de la ville et des quartiers, nous portons deux autres volets importants : la tranquillité et l'éducation, car nous avons senti, avant même la série d'attentats qui ont frappé et endeuillé notre pays comme encore cet été malheureusement, qu'il y avait un enjeu sociétal.

C'est alors que nous avons pris la décision d'agir, tant sur le volet répressif avec une orientation forte en faveur de la Police Municipale et de la tranquillité mais aussi en faveur de l'éducation et de l'action citoyenne.

Je le dis sans détour à ceux qui raisonnent de manière binaire soit avec du tout répressif et qui se servent de ce sujet pour aller dangereusement toujours plus à droite à des fins électoralistes, comme à ceux qui ne sont pas dans le réel et qui resteraient naïfs sur ces questions complexes de sécurité. Nous devons appréhender ces sujets qui sont très graves pour notre société et notre pays avec sérieux, recul et avec une vision globale. C'est la raison pour laquelle nous avons toujours porté le triptyque de notre action municipale : répression, prévention, éducation ou inversement.

Et ces deux derniers points sont essentiels. Ils sont la clef de voûte d'une société qui se veut apaisée, ouverte et soudée.

C'est tout le sens d'ailleurs de notre Pacte Républicain dont nous avons ouvert un nouveau chapitre en décidant d'offrir à de jeunes Bisontins âgés de 16 à 18 ans une formation complète et diplômante aux premiers secours. Trop peu de personnes sont aptes à donner les premiers secours et ainsi sauver des vies -je crois que c'est uniquement 5 % de la population- ; nous avons donc décidé d'agir chez les petits, en CM1 ou CM2, dans une dizaine de classes, et d'offrir aux premiers 100 jeunes Bisontins entre 16 et 18 ans qui s'inscriront sur le site de la Ville, des cours par l'Amicale des Sapeurs-Pompiers du Doubs qui leur permettront d'avoir une formation diplômante qui dure une journée. Toutes les informations relatives à cette formation sont sur le site de la Ville et ces informations ont déjà été données lors d'une conférence de presse. Cela permet, en matière de citoyenneté, à des jeunes de prendre conscience du Pacte Républicain, la Sécurité, d'apprendre les gestes qui sauvent et pourquoi pas qu'un certain nombre de jeunes soient incités à entrer dans le Corps des Sapeurs-Pompiers volontaires, dans la Protection Civile ou d'autres organismes qui consacrent beaucoup de temps et d'énergie à protéger nos concitoyens. Cette formation suivie permet de s'engager, d'agir pour les autres, ce sont des valeurs fondamentales pour nous.

C'est aussi tout le sens de nos choix politiques en matière de soutien aux associations sportives qu'Abdel GHEZALI a présenté en conférence de presse avant-hier. Nous sommes actuellement très souvent sur le terrain en cette période de présentation des équipes. Hier soir nous étions avec le BesAC RC. Ce sont bien ces associations qui créent du lien dans notre ville.

Et c'est pour cela, en dépit des baisses de dotations de l'Etat, que nous avons fait le choix politiquement fort de maintenir l'enveloppe pour le sport amateur. Nous aurions pu argumenter que nous donnerions moins pour le sport amateur vu les baisses des dotations de l'Etat. Ce n'est pas à niveau-là que nous pouvons faire des économies.

Je voudrais évoquer le drame de cette fin d'été à l'OB, le club de Rugby bisontin. En effet, Henri MACHUREY, un jeune de 24 ans, est décédé en plein entraînement. Abdel m'a représenté à ses obsèques. Je salue sa mémoire ce soir et apporte un message de soutien à ses parents, sa compagne, sa famille et ses proches.

Maintenant je passe au sujet de la Grande Région car vous allez me demander : «Où en sommes-nous ?». Après la phase -je n'ose pas dire de combat mais enfin d'action forte- que nous avons menée, voici le temps de la construction, la construction de l'avenir de Besançon avec de nombreux projets ; nous ne baissons pas la garde pour autant.

J'étais aujourd'hui au téléphone avec le Cabinet du Premier Ministre pour lui rappeler un certain nombre de sujets sur lesquels nous aimerions obtenir satisfaction et je suis toujours ces sujets-là de très près.

Ce que nous voulons, c'est construire l'avenir de la Ville, du Grand Besançon, en partenariat avec le Pôle Centre Franche-Comté ainsi qu'avec tous ceux -et ils sont nombreux- qui ont compris que nous devons travailler ensemble car c'est ainsi qu'on se renforce mutuellement.

De ce point de vue, au niveau du travail mutualisé, nous pourrions parler de développement économique : Temis vient de fêter ses 20 ans, c'est une véritable *success story* -une histoire à succès, pour parler français-, reconnue nationalement, et ensuite Temis Santé qui porte l'avenir de la médecine de demain avec la French Tech, avec de très grands projets urbains ou encore d'autres dossiers.

Le territoire bisontin doit voir loin et même très loin si effectivement nous voulons continuer à exister comme une ville capitale dans le développement de la Grande Région Bourgogne-Franche-Comté.

Il y a de nombreuses années nous avons su prendre une voie politique différente dans le domaine économique qui était tracée traditionnellement. En effet, il y a une vingtaine ou une trentaine d'années, il fallait de la part de mes prédécesseurs, que ce soit Jean MINJOZ ou Robert SCHWINT, certainement de l'audace et de la détermination pour prendre le virage de la fin de l'industrie lourde à Besançon qui a connu le sort que vous connaissez et nous nous sommes alors engagés dans une stratégie totalement différente qui porte aujourd'hui ses fruits.

Nous avons opté pour un changement radical en développant un réseau dense de PME et de PMI à haute valeur ajoutée, fondé sur le savoir-faire des microtechniques issues de l'horlogerie et permettant aussi d'aller désormais dans les nanotechnologies, dans le bio-médical, dans l'ingénierie industrielle, etc., et c'est de cette façon-là que s'est mis en place un cercle vertueux. Nous avons ainsi attiré des centres de formation de recherche prestigieux (l'ENSMM, l'ISIFC, FEMTO-ST) et avons renforcé la vie universitaire. Ce n'est pas pour rien que la Communauté Universitaire et d'Etablissements, ce que l'on appelle la COMUE, est installée à la Bouloie, sur un campus d'universités qui compte presque 23 000 étudiants, et ce n'est pas non plus un hasard si le territoire bisontin compte plus de 10 500 entreprises et peut se «vanter» si nous sommes satisfaits, qu'il y ait un taux de chômage inférieur de 2 points à la moyenne nationale, mais je ne dis pas «vanter» car il est encore trop élevé.

En cette rentrée, je voulais envoyer un message positif sur l'avenir de notre ville, faire que l'on sorte du pessimisme ambiant que beaucoup s'emploient à développer ici et ailleurs, parce que c'est l'occasion de rappeler que Besançon a connu des douleurs sociales et économiques mais nous avons aussi connu des luttes. Alors oui, c'est vrai qu'il y a encore des luttes même si nous devons être optimistes.

Je suis venu ici il y a deux jours pour une réunion du Comité Technique et j'ai rencontré le chauffeur du petit train, en bas, qui m'a salué et m'a rappelé combien il avait été actif dans la sauvegarde de notre Hôtel de Ville ; il a fait partie de ceux qui ont fait que le feu n'aille pas trop vite. Il disait : «J'en ai assez, c'est incessant, tous les jours les gens qui montent dans le train me disent que cette ville est belle».

Oui, c'est vrai que cette ville est belle. J'ai même des membres éminents de l'opposition, que je ne citerai pas, qui m'ont très justement dit que par rapport à un certain nombre de difficultés nous en avons mais pas plus que d'autres et peut-être même un peu moins. C'est cet état d'esprit qu'il faut développer, dire qu'il y a des difficultés mais aussi des éléments positifs.

Oui, Besançon est solidaire de Belfort. J'ai écrit au Maire de cette ville notre solidarité parce que nous sommes stupéfaits des méthodes des patrons irresponsables, totalement déconnectés des réalités humaines.

Le sujet ce n'est pas de faire de la politique politicienne sur tout parce que justement celles et ceux qui n'ont pas compris que les Français n'en voulaient plus se trompent totalement.

Cette décision est inacceptable et mon positionnement comme celui de l'intéressé que vous venez de citer est aussi sans ambiguïté.

Michel LOYAT a eu l'occasion de le rappeler ce matin car, à ma demande, il a participé à la manifestation organisée par les Belfortains en signe de soutien et de solidarité dans ce combat.

C'est tout le sens de la motion de la majorité unie de gauche qui sera proposée à la fin de ce Conseil Municipal.

Je voulais remettre les points sur les «i» à ce sujet ; il faut quelquefois redire les choses à ceux qui pensent être intelligents en faisant de la mauvaise politique politicienne, en avançant des mensonges sur le tram bisontin. Il m'a été dit : «Regardez Alstom et vous avez acheté un tram chez CAF, nous vient-il de Belfort ?». Comme je n'ai pas l'habitude de me cacher derrière mon petit doigt, je vais vous rappeler l'histoire en quelques mots pour vous dire que la vérité est la suivante : si le tram de Besançon est de conception espagnole (CAF), il est de fabrication française. Nous avons choisi CAF car Alstom n'avait pas dans son catalogue, à l'époque, un tram de 24 mètres. Fabrication française faite à Bagnères-de-Bigorre, où entre parenthèses, le Maire m'a écrit il y a quelque temps déjà pour me dire que nous avons sauvé l'industrie ferroviaire dans sa ville, il est fait à Bagnères-de-Bigorre et les trams d'Alstom sont faits à La Rochelle. Ils ne sont donc de toute façon pas faits à Belfort. J'avais proposé à Alstom de faire les moteurs du tram et ils n'ont pas voulu pour des raisons commerciales que, par ailleurs, je peux comprendre.

Et je peux même dire et ressortir la lettre du Vice-Président exécutif d'Alstom, M. Hubert PEUGEOT, qui m'a écrit une lettre que je tiens à votre disposition, pour me dire combien, effectivement, notre prise de position avait permis à son groupe de réagir. Il a même dit dans un mail qu'«on lui avait botté les fesses», ce qui faisait que depuis, effectivement, Alstom m'a écrit qu'ils n'avaient pas le modèle que nous souhaitions lors de l'appel d'offres, mais qu'ils avaient, depuis, développé ce modèle, qu'il m'en remerciait et que d'ailleurs ce modèle a offert de nouveaux marchés à Aubagne et à Avignon, je crois. Les choses sont claires parce que j'entends certains qui veulent continuer à raconter des sottises à ce sujet et les pièces justificatives sont à votre disposition. Par ailleurs, nous n'avions pas écarté Alstom puisque près 8 millions d'euros ont été confiés à Alstom pour installer les rails ; il n'y a pas de difficultés pour travailler avec Alstom, bien au contraire.

Le choix que nous avons fait visait à préserver les intérêts des Grands Bisontines et des Grands Bisontins. Il s'est avéré que ce tram était et reste toujours le tram le moins cher de France et qu'effectivement des dizaines de villes, de gauche comme de droite, viennent regarder comment nous avons fait. Nous avons même reçu nos amis de Bordeaux qui sont venus à deux reprises, entre autres.

Pour cette rentrée, vous le voyez, l'équipe municipale est unie, mobilisée. Il y a eu quelques avancées positives, nous pouvons continuer à nous retrouver sur des grands sujets avec l'opposition pour porter un projet municipal et je suis toujours dans un état d'esprit volontariste, constructif et enthousiaste pour notre ville parce que nous avons des milliers d'atouts.

Enfin, je voulais évoquer quelques modifications au sein de l'équipe municipale et vous informer du départ de Pauline JEANNIN, Conseillère Municipale en charge des Modes Doux qui part s'installer dans une ville de l'Ouest de la France, par choix professionnel et familial. Je voulais la remercier pour son engagement, pour la qualité de son travail, son honnêteté intellectuelle aussi, lui souhaiter bon vent dans cette nouvelle vie et lui dire qu'elle sera toujours, bien sûr, la bienvenue ici à Besançon. Elle sera remplacée au début du mois prochain par Sorour BARATI-AYMONIER que je vous présenterai lors du prochain Conseil Municipal.

M. Jacques GROSPELLIN : Vous avez raison de dire, et nous sommes d'accord avec vous, que notre ville est très belle. Nous sommes fiers d'habiter cette ville, néanmoins ça n'empêche pas que nous puissions avoir des désaccords vis-à-vis de la politique menée.

Au-delà de tout ça, nous nous interrogeons. J'ai fait la visite d'ailleurs, vous avez omis de le dire -je pense que c'était une omission- car j'étais avec vous à la rentrée à Ile de France. Vous étiez avec M. DAHOUI mais il y avait aussi d'autres personnes, il y avait Eric ALAUZET !

M. LE MAIRE : Oui, vous y étiez.

M. Jacques GROSPELLIN : J'y suis resté. Il y a peut-être des points à revoir et je vois, par rapport au périscolaire dans cette école, qu'il y a une petite cinquantaine d'enfants inscrits au périscolaire d'où la question que je leur ai posée : «Est-ce qu'ils hésitent à venir ?». Il est vrai que dans les textes il y a une vraie réflexion à avoir parce que lorsqu'un des deux parents travaille, et les professeurs des écoles nous ont alertés vis-à-vis des enfants qui sont en danger sur Planoise et les parents s'en émeuvent.

Il y a une vraie réflexion à avoir au sujet des enfants au niveau du temps périscolaire vis-à-vis des quartiers qui sont les plus en difficulté et sortir peut-être de la même réglementation que l'on peut avoir vis-à-vis des autres.

Je suis ravi de cette troisième rentrée, une rentrée un peu plus importante, en tout cas il en reste encore trois. Nous voulons être constructifs, critiques mais vigilants tant sur les projets que sur la méthode.

Sur les projets, nous souhaiterions être associés de manière plus forte, plus intime sur les décisions et lorsque nous faisons des propositions, nous aimerions aussi à un moment donné être entendus.

Sur la méthode, nous serons vigilants. Nous vous avons alerté Monsieur le Maire, lors du dernier Conseil Municipal, sur les interventions des uns et des autres, en tout cas de l'opposition, et nous vous avons dit que nous représentions 43 % des Bisontins. A ce titre nous aimerions -et je pense que vous en avez pris acte et on vous en remercie- être écoutés, être entendus et, peut-être être respectés même si nous avons parfois des désaccords sur le fond et sur la forme.

J'en veux pour preuve, je me suis reconnu tout à l'heure lorsque vous disiez avoir parlé avec un élu de l'opposition et je dis ouvertement les choses comme je vous les ai dites récemment, notre ville est belle, nos commerces ne souffrent pas plus que les autres, peut-être moins. J'ai fait un tour de France sur une mission parlementaire qui m'a été donnée par votre Premier Ministre, j'ai eu l'occasion de visiter d'autres villes et j'ai vu que les grandes villes subissent et souffrent vraiment au niveau du commerce. Besançon s'en sort plutôt pas mal vis-à-vis de cela et je crois que c'est important de le dire. C'est ce que je peux vous dire, entre nous, mais je vous le dis également ouvertement. Maintenant, nous pouvons faire mieux et nous pouvons toujours faire mieux.

J'aimerais néanmoins vous poser différents types de question. Vous avez évoqué ces problématiques pendant vos propos liminaires et ma première question concerne la sécurité.

Vous n'avez pas envie de ré-ouvrir ce débat mais je crois qu'il est crucial parce que les temps ont changé, la menace est plus lourde en tout cas. J'étais à un vide-grenier aux Chaprais il y a quelques semaines, je voyais avec plaisir et bonheur la Police Municipale qui protégeait les entrées. On sait malheureusement qu'il y a possibilité d'avoir des personnes psychiatriques, mais pas uniquement, qui sont capables de faire des exactions extraordinairement terribles. Je me demandais, à les voir avec leur armement, ce qu'ils pourraient faire si quelqu'un venait à se présenter à cette entrée de vide-grenier.

De la même manière que lorsque je vois qu'il y a eu un renforcement et pas seulement aujourd'hui -aujourd'hui nous avons ouvert nos sacs- nous comprenons et nous devons montrer l'exemple mais lorsque dans toutes les entrées et sorties d'école il y a ce renforcement de la Police Municipale, nous trouvons ça très bien.

Mais que pourraient-ils faire à travers l'armement qu'ils peuvent avoir à disposition ?

Il y a eu un article sur Le Monde cet été, également une interview sur RMC et je crois qu'à un moment donné nous devons avoir confiance en nos policiers municipaux et je sais que vous les considérez, mais leur donner à réfléchir sur de nouvelles missions qui seront à mon avis indispensables dans l'accord avec la Police Nationale ou en tout cas qui existent déjà.

Je sais que vous allez certainement avoir des questions en disant «qui a supprimé la Police Nationale ?».

M. LE MAIRE : C'est la vérité.

M. Jacques GROSPELLE : Je vais anticiper vis-à-vis de votre réponse. Juste un chiffre : de 2011 à 2015, il y a eu 885 suppressions de postes de Police Nationale et de Gendarmerie.

Donc si M. HOLLANDE trouvait qu'à une certaine période, d'ailleurs ce n'était pas une priorité parce qu'on a entendu l'ancien Président de la République dire que la délinquance à ce moment-là avait reculé et que ce n'était plus une priorité, si la priorité s'est réaffirmée de nouveau, pourquoi M. HOLLANDE n'a-t-il pas créé des postes de policiers nationaux ?

Je ne veux pas persister sur ce sujet mais je voudrais vous dire qu'il y a peut-être une position idéologique qui est due aussi à votre équipe municipale. Je sais que certains ne sont pas d'accord d'armer la Police Municipale mais les temps ont changé, la menace est de plus en plus lourde et il faudra véritablement réouvrir ce dossier fondamentalement important.

La deuxième question que je me pose porte sur l'économie à Besançon. La réforme territoriale, à mon avis, en est l'ultime avertissement parce que je ne veux pas être pessimiste mais nous voyons qu'il y a certains emplois qui disparaissent, des personnes qui s'en vont, des actifs qui partent, des cadres et professions intermédiaires qui s'en vont, quelques entreprises qui arrivent mais d'autres qui partent. Il s'agit surtout, et nous nous en rendons compte, que c'est la fonction publique qui fait tourner essentiellement l'économie locale mais avec la perte de statut de capitale régionale, même si vous continuez à dire «Besançon capitale économique, environnementale et universitaire», comme je l'ai lu dans votre dernier Edito.

Vous êtes exceptionnellement doué pour la communication, vous qui cherchez un Directeur de la Communication qui viendra peut-être du Département, je ne sais pas, peut-être sera-t-il capable ou efficace sur Les Livres en Boucle, en tout cas vous êtes vraiment un spécialiste de la communication et je vous en félicite.

Alors, au-delà de ces félicitations, je crois qu'à un moment donné on pourrait s'interroger et au lieu de courir après Les Mots Doubs, une opération que j'espère véritablement être un succès, parce que tous les Bisontines et les Bisontins l'espèrent, je crois que c'est aussi l'économie et l'attractivité de la ville.

Une semaine après Dijon sera une ville connectée. Ils font actuellement un lobbying fort sur Dijon ville connectée. Il ne faut pas réfléchir ou essayer de refaire des dossiers ou des programmes qui existaient ou alors il fallait les accompagner de manière plus certaine mais il faut passer à la vitesse supérieure et ne pas avoir de complexe comme vous le disiez. Je sais que vous êtes à ce jour un homme apaisé et je vous en félicite vis-à-vis des rapports avec la ville de Dijon.

Je m'interroge sur les transports. Je suis ravi de cette ligne TCSP, nous vous avons dit en temps opportun que nous nous interrogeons sur le fait que deux quartiers importants, la Bouloie et Temis, n'avaient pas été connectés et je suis ravi que ça se fasse au-delà d'un partage entre les cyclistes, les automobilistes, les utilisateurs de TCSP. Je ne suis pas sûr que ça se passe tout à fait très bien.

Enfin, sur Alstom, le 6 avril 2016, j'ai été reçu avec une dizaine de parlementaires de l'Est de la France par M. Boris VALLAUD qui est Secrétaire adjoint et M. POUGET, Conseiller à l'Industrie à l'Elysée. Nous alertions déjà, à cette époque, sur les difficultés d'Alstom et j'entends bien le Président de la République dire qu'il faut absolument «sauver le soldat Alstom».

Au-delà du «soldat Alstom», nous voterons avec vous cette motion. Nous aurions aimé que vous nous la présentiez, pour que nous puissions la travailler ensemble, ça aurait été un signe intéressant de confiance que vous auriez pu témoigner à notre égard ; nous nous interrogeons.

J'ai eu l'impression que lorsqu'Alstom vous a proposé un autre mode de tram, vous leur avez répondu : «Non, non, vous n'êtes pas capables de faire ça» et Alstom vous a dit -vous allez peut-être me dire le contraire- «Laissez-nous six mois».

M. LE MAIRE : C'est totalement faux et vous le savez très bien. Essayez d'éviter de reprendre des propos que vous avez préparés et de dire des choses auxquelles j'ai déjà répondu. Si je suis le roi de la communication, vous êtes le roi de la désinformation.

M. Jacques GROSPERRIN : Sachez que les salariés d'Alstom, lorsqu'ils ont pu lire dans un journal quotidien qu'Alstom vous remercie de les avoir alertés vis-à-vis de cela, ils ont été choqués de vous entendre dire que vous les aviez aidés en réalité à créer ces deux trams.

M. LE MAIRE : C'est leur patron qui me l'a écrit. Pour ce qui est des six mois c'est faux, ça n'a jamais été dit. Arrêtez Monsieur GROSPERRIN de dire des choses qui sont fausses. Je ne vous laisserai pas dire des mensonges, ce n'est pas vrai.

M. Jacques GROSPERRIN : Vous pouvez me laisser terminer ?

M. LE MAIRE : À partir du moment où vous ne direz pas de mensonges. Alstom m'a écrit en disant «nous vous remercions, ce produit n'existait pas et vous nous avez incités à le créer». Ils n'ont pas dit qu'il fallait attendre six mois.

M. Jacques GROSPERRIN : C'est parole contre parole. Je l'ai entendu dire par le directeur d'un site régional.

M. LE MAIRE : Je vous montrerai la lettre Monsieur GROSPERRIN !

M. Jacques GROSPERRIN : Chacun comprendra et chacun entendra par rapport à ça.

M. LE MAIRE : Non, il n'y a pas deux vérités, il y a une vérité.

M. Jacques GROSPERRIN : Non. Je vous ai posé un ensemble de questions.

Je conclurai par ces propos : en son temps un Président de Département qui avait été nouvellement élu, je me souviens qu'un ancien Ministre lui avait dit «étonnez-nous Monsieur le Président». J'aurais tendance à vous dire «rassurez-nous Monsieur le Maire sur votre politique culturelle, de transport, de sécurité, éducative, sur votre politique peut-être pas politicienne», je sais qu'à un moment donné vous étiez fabusien...

M. LE MAIRE : Peu importe, les Bisontins s'en moquent de cela.

M. Jacques GROSPERRIN : Les Bisontins me demandent si vous êtes toujours socialiste Monsieur le Maire. Le chef adjoint de François HOLLANDE, Christophe PIERREL, disait que chez MACRON il y a surtout des socialistes qui sont là depuis très longtemps, ce sont les habitués du changement de crèmerie qui cèdent volontiers à l'attrait médiatique.

Êtes-vous toujours socialiste, Monsieur le Maire ? Je crois que les Bisontins ont besoin de le savoir ?

M. LE MAIRE : Je vais déjà répondre à cette question. Premièrement, je ne sais même pas où vous êtes.

M. Jacques GROSPERRIN : Chez COPÉ.

M. LE MAIRE : Remarquez c'est courageux, c'est de l'abnégation. Cela dit, moi, ça ne m'intéresse pas. Si vous n'avez pas compris que je me situais largement au-dessus de ça, je veux que ces quatre dernières années continuent de profiter à ma ville.

Ce que je sais c'est que je rencontre de plus en plus de gens qui me disent en avoir assez des partis traditionnels. Ce que vous venez de dire c'est vraiment typiquement ce qu'il ne faut plus dire. En plus c'est un tissu de contrevérités et je vais vous répondre point par point. Mais je sais que ça ne vous empêchera pas, vous ou vos amis, de redire la même chose la prochaine fois.

Lorsqu'on dit deux, trois ou quatre fois des mensonges, on peut considérer que c'est la vérité.

Concernant le tram, je vous montrerai la lettre de M. Hubert PEUGEOT. Vous n'avez pas entendu que les trams ne sont pas faits à Belfort mais seulement les locomotives, les trams sont faits à La Rochelle. Vous n'avez pas entendu que nous leur avons proposé de faire les moteurs et qu'ils n'ont pas voulu, et ils m'expliquent pourquoi ; vous n'avez pas entendu que M. PEUGEOT m'a dit que ce produit n'existait pas parce qu'ils pensaient qu'il n'avait pas d'avenir et je leur ai démontré le contraire. Tout cela vous ne l'avez pas entendu comme le fait que nous leur avons donné 8 millions d'euros de travaux. Je vous montrerai ça mais je sais que vous reviendrez inévitablement parce que ça fait toujours du buzz et vous voulez continuer à dire des choses fausses.

Quand vous dites qu'on vous a écoutés pour le TCSP, quel culot ! Dès le départ nous pourrions vous montrer les premières cartes, lorsque nous parlions du projet de tram en 2007, 2008, 2009, 2010 la ligne de transport en commun en site propre de la Bouloie était là. Tout au long de ces années de débat, j'ai toujours dit quand un de vos amis qui était assis à votre place disait que la Faculté de la Bouloie n'est pas desservie, nous répondions «il y aura un site de transport en site propre».

Donc ce n'est pas en réponse à vos interrogations, c'est ce qu'on avait prévu dès le départ. Je ne vais pas vous remercier de me l'avoir dit car nous l'avions trouvé nous-mêmes. Donc ce n'est pas en réponse à vos interrogations

Je sais ce qui se fait à Dijon, c'est un grand show, on invite Orange, Cisco à montrer leur matériel, c'est très bien. Nous sommes aujourd'hui French Tech, Medtech. Et quoi que vous puissiez dire, nous avons beaucoup travaillé là-dessus, nous nous sommes entendus avec Dijon qui voulait le Medtech comme nous. Nous leur avons dit que c'est ridicule de faire ça l'un contre l'autre. Nous allons le faire ensemble.

Dijon a Foodtech, tout ce qui touche à l'alimentation c'est chez eux et tout ce qui touche à la médecine du futur c'est chez nous. Donc arrêtez, ce n'est pas parce qu'il y a une manifestation sur le connecté à Dijon que tout va changer.

Quand vous dites, le nec plus ultra, ses amis du Département, son voisin qui est Vice-Président de Culture, entre autres, abandonnent brutalement Les Mots Doubs sans même communiquer, nous l'apprenons par une indiscretion dans la presse. Pour répondre à la demande des libraires, des restaurateurs, de milliers de personnes, nous le faisons et vous dites «écoutez ce n'était pas la peine, il fallait faire autre chose».

Ceux qui nous regardent doivent sourire. Quand je sais l'enthousiasme et l'engouement qu'il y a par rapport à cette manifestation, je vous dis : «Hurlez, la caravane passe» et nous nous continuons notre chemin.

Quand vous dites, par exemple, l'emploi, je crois que nous avons pris effectivement les bonnes directions -ce n'est même pas moi, c'est Robert SCHWINT ou Jean MINJOZ- quand nous avons reconverti l'horlogerie dans les microtechniques et les nanotechnologies. Très souvent, j'ai répété que c'était bien d'avoir des grandes entreprises mais quand il y a des difficultés c'est très difficile. Nous misons sur un tissu de PME et PMI, un maillage très serré.

Vous pourriez vous féliciter que nous ayons maintenu de l'emploi public ici. Si vous regardez la proportion de l'emploi public qu'il y a Besançon et à Dijon, c'est à peu près la même.

Oui, effectivement, je me suis battu et j'ai obtenu que Besançon soit la plus grande garnison militaire, Armée de Terre de France, c'est 6 000 personnes. Je ne vous ai jamais entendu dire un mot par rapport à ça. Vos félicitations sont tellement rares que généralement je m'en souviens.

Pour ce qui est de l'armement, c'est un faux débat. Vous donnez comme exemple Les Chaprais. Imaginons un pire instant qu'un kamikaze déboule aux Chaprais au milieu d'une foule noire de monde. Est-ce que vous imaginez un seul instant qu'un policier municipal même armé allait tirer ? Non. Vous savez très bien que ce n'est pas possible, ce n'est pas comme cela que ça se passe.

La Police Nationale et la Gendarmerie qui font un excellent travail sont formées pour cela.

Je vous rappellerai qu'il y a quelques mois lorsque nous avons dit que nous souhaitons peut-être augmenter les horaires de la Police Municipale de 22 h 30 jusqu'à 2 h du matin, les délégués syndicaux de la Police Municipale sont montés au créneau en disant «Monsieur le Maire nous ne sommes pas d'accord. Il y a parmi nous des mères de famille qui ne veulent pas aller dans des quartiers la nuit, nous n'avons pas été embauchés pour ça. Certains d'entre nous sont des anciens Agents de Surveillance de la Voie Publique, nous n'avons pas été embauchés pour ça et nous ne sommes pas formés pour cela, donc nous ne le voulons pas».

Et par rapport à cette demande que j'avais faite au niveau du cahier des charges de la Police Municipale, il y a eu, effectivement, de la part de nos policiers, un mécontentement, ce que j'ai compris. Oui, ils ont raison, ils n'ont pas été formés pour cela.

Quand vous êtes embauchés pour surveiller le stationnement, vous n'êtes pas formés pour courir après des kamikazes, après des bandits, c'est le rôle de la Police Nationale. Et ce que je veux, c'est que la Police Nationale effectivement retrouve les femmes et les hommes qu'entre autres vous avez contribué à supprimer lorsque vous étiez député sous l'ère Sarkozy, c'est cela qu'il faut faire, même si ça ne vous plaît pas, c'est la vérité.

Nos policiers municipaux sont armés mais pas d'armes létales. Ils sont armés avec des armes en proportion de leur mission qui est une mission de proximité. Un pistolet à impulsion électrique, plus connu sous le nom de Taser, permet à un policier municipal de se dégager au cours d'une altercation, car sa mission est d'intervenir dans une altercation. Je ne demande pas à mes policiers municipaux de suppléer la Police Nationale, le Raid ou le GIGN. Ce n'est pas le rôle d'une Police Municipale. Ce n'est pas du dogmatisme. Cet avis est partagé par beaucoup de maires de villes de France de gauche comme de droite. Je rappellerai qu'à cet instant la moitié des Polices Municipales ne sont pas armées.

Les policiers municipaux sont avec des bombes lacrymogènes qui sont des armes de catégorie comme les Taser, les bâtons défense. Nous avons aussi modernisé le matériel d'intervention, les motos, les voitures, l'équipement radio. J'ai beaucoup de respect pour nos policiers municipaux, je sais qu'ils font un métier difficile. Je veux les maintenir dans leur mission parce qu'effectivement, si vous pensez qu'il est bon pour la population et pour les finances communales que les tâches de la Police Nationale soient faites par la commune, je dis non. Premièrement ce sont des charges nouvelles et c'est à l'État d'assumer ses responsabilités. Les responsabilités régaliennes de la Police Nationale ce n'est pas à nous à les avoir, c'est à l'État de le faire. Si vous voulez charger encore la barque du budget municipal c'est non et nos agents ne sont pas formés pour cela. Je le répète ils sont armés et je les protège, j'ai soin d'eux. Il y a un certain nombre de missions qu'ils faisaient et nous leur avons demandé d'arrêter parce que nous avons considéré qu'ils n'étaient plus entraînés pour cela. S'il y a un hold-up, je ne veux pas demander à la Police Municipale d'aller courir, pourchasser les brigands, c'est le rôle de la Police Nationale. Mais l'État a commencé à le faire, le Président de la République a commencé à le faire, oui, effectivement il n'y a pas assez de policiers, vous en avez supprimés. Je ne reviens pas toujours sur le passé. Je suis assez surpris que vous polémiquiez sur les Mots Doubs car j'ai eu l'élégance de ne pas le faire jusqu'à ce soir. C'était une décision de la Présidente de Région et maintenant c'est vous qui attaquez.

Pour cette manifestation, j'espère qu'il fera beau et qu'il y aura 30 000 personnes et que vous vous rendrez compte que vous avez fait une immense «connerie politique». Jordi SAVALL, c'était très bien à Arc-et-Senans, ça a coûté beaucoup d'argent mais tant mieux pour la Saline, c'est très bien.

Vous omettez de dire que Les livres dans la Boucle, ajouté aux Journées du Patrimoine, ajouté à Samedis Piétons, ajouté à Tout Besançon Court, au Festival de Musique, aux journées du Patrimoine, il y a cinq manifestations ce week-end et maintenant c'est trop. Alors ou la ville dort, elle roupille ou il y a trop, il va falloir choisir ! Je me félicite qu'il y ait beaucoup de manifestations à Besançon et j'espère que Besançon sera envahie par les Franc-Comtoises et les Franc-Comtois.

Je sais très bien ce dont va parler M. MOUGIN, je vous ai donné mon explication sur l'armement, je ne rouvre pas le débat. Monsieur MOUGIN je ne vous répondrai pas par désintérêt ni par mépris, j'ai donné une réponse qui vaut pour tout le monde, je ne vais pas répéter mes propos.

M. Philippe MOUGIN : Je ne veux pas polémiquer sur le sujet. Je voudrais en aborder deux juste brièvement, sur la Police Municipale, je ne reviendrai pas sur la Police Nationale. Vous avez raison de faire remarquer que Nicolas SARKOZY a retiré des postes de gendarmes, de douaniers et de militaires, soutenu par nos confrères à côté de nous.

Par contre je voudrais revenir sur la Police Municipale. Nous réitérons notre demande d'armer la Police Municipale, que nous soutenons et je pense que vous faites des erreurs fondamentales, Monsieur le Maire, en pensant que la Police Municipale doit rester désarmée.

M. LE MAIRE : Elle n'est pas désarmée, elle n'est pas armée d'armes létales.

M. Philippe MOUGIN : Par rapport à ce qui se passe actuellement, elle est désarmée, je pense connaître le sujet certainement plus que beaucoup d'entre nous ici présents.

Je vous ferai remarquer certaines choses : les attentats n'ont pas lieu la nuit mais souvent en soirée, non pas dans les quartiers sensibles mais dans les villes et dans les quartiers et parfois dans les quartiers huppés, donc il ne faut pas essayer de noyer le poisson.

M. LE MAIRE : Ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Philippe MOUGIN : Si vous disiez «je refuse d'envoyer mes policiers municipaux dans les quartiers sensibles la nuit» etc., ce n'est pas là où ils risquent le plus.

M. LE MAIRE : Vous avez raison, lorsqu'il y a un attentat ou un braquage, je refuse de les envoyer, de les mettre en danger, ils ne sont pas armés pour cela.

M. Philippe MOUGIN : Je suis totalement en accord avec vous. La Police Municipale n'est pas toujours sur les lieux en primauté. Les premiers intervenants sont souvent les policiers municipaux au centre-ville.

Et là je vous demande : que feront-ils lorsqu'ils seront confrontés même pas à l'emploi d'une Kalachnikov mais à un simple 7,65 mm ou 6,35 mm ? Vous connaissez les armes. Donc que feront-ils ce jour-là ? Vont-ils se défendre avec une bombe lacrymogène ou avec un PIE comme vous l'avez dit. Vous avez cité une marque tout à l'heure mais en réalité c'est un PIE.

M. LE MAIRE : J'ai dit plus communément connu sous le nom de Taser mais qui est une marque effectivement.

M. Philippe MOUGIN : Donc nous réitérons notre demande pour les policiers municipaux et je pense que c'est une erreur fondamentale de persister dans cette erreur. Évidemment, les policiers municipaux ne sont pas là pour remplacer la Police Nationale. Nous l'avons toujours dit. Je vous l'ai déclaré en «*off*» dans votre Cabinet, ils sont là pour se défendre et défendre nos concitoyens. Dans les moments que l'on vit actuellement, ils doivent être armés, c'est impératif.

Le deuxième sujet que je voulais aborder c'est Alstom. Cette motion que vous allez présenter, nous ne participerons pas au vote pour la bonne raison que vous êtes la cause, vous et vos amis, de tous ces maux.

Tout cela est un vœu pieux de votre part. Qui a soutenu les gouvernements successifs en place, les gouvernements soumis au diktat de Bruxelles ? Qui est en accord avec les gouvernants qui sont impuissants devant l'hégémonie des technocrates européens ? Des technocrates illégitimes car non élus par les peuples. Toutes ces déclarations dans les médias de politiques locaux ou nationaux, impuissants devant les lois de l'Europe, ne sont que des vaines supplications. Tout le monde sait ce qu'il en est. Nous l'avons vu avec ArcelorMittal, maintenant Alstom, qui demain, s'il en reste ? Comme vous le dites vous-même, ce sont les lois européennes qui nous y obligent. Vous le dites souvent, y compris dans les Commissions : «Monsieur MOUGIN, on respecte la loi». Qui doit respecter plus la loi que nous ?

Je vous le dis aujourd'hui comme vous le dites vous-même, ce sont les lois européennes qui nous y obligent, les lois de marché. On l'a vu pour la réfection de la station de Chenecey-Buillon, simplement pour rappeler cela, je ne vais pas parler du tram parce que je pense que vous êtes de bonne foi. Ceci dit il y a eu des pavés chinois qui sont arrivés à Besançon. Je pense qu'il y a assez de pavés en France ou des entreprises qui seraient heureuses de fournir des pavés, il suffit de les chercher.

L'industrie française régresse depuis des années, nous sommes en dessous de la moyenne européenne et nous continuons en France à mener la même politique.

J'ai envie de vous dire un peu durement : arrêtez de gesticuler, agissez, reprenez notre souveraineté économique, industrielle, politique, financière et territoriale. Vous savez, les Français ne sont pas aveugles, ils voient ce qu'il se passe tous les jours dans les médias. Dans toutes les régions de France il y a des fermetures. Soyez-en convaincus, ils ne sont pas aveugles !

Pour cette raison, nous ne participerons à ce vote. Vous entretenez le mal avec cette Europe, cet européisme que vous prônez tous les jours.

M. LE MAIRE : J'ai compris, simplement je vous fais remarquer que c'est le FN qui a le plus de députés français au niveau européen. Qu'est-ce qu'ils font ?

M. Philippe MOUGIN : Il y a 777 députés européens.

M. LE MAIRE : C'est vous qui en avez le plus au niveau français.

M. Philippe MOUGIN : Le Front National est le seul ou parmi les seuls à lutter justement contre cet européisme effréné, ce mondialisme, et pour lutter contre ces actionnaires mondialistes qui ne pensent qu'à leurs dividendes et non aux gens.

M. LE MAIRE : Vous n'êtes pas en campagne électorale.

M. Philippe MOUGIN : Je vous dis ce que les gens ressentent et ce que j'ai ressenti lorsque j'ai reçu votre motion, ça m'a plus que choqué que des gens de gauche puissent dire des choses comme ça -vous n'êtes pas tout seul évidemment, il y en avait avant vous, je parle de vos amis-. Il y en aura certainement après mais plus beaucoup parce que j'espère que cela changera d'ici là.

M. LE MAIRE : Simplement une petite précision, il n'y a pas de pavés à Besançon, il n'y en a même plus en France. Monsieur MOUGIN, simplement, si vous aviez été attentif ces derniers Conseils, effectivement, il y a des pavés en Europe. Beaucoup de pavés du tram viennent d'Espagne et du Portugal qui, à ma connaissance, sont des pays européens, donc il y en a.

Effectivement par le passé les pavés venaient de Chine et nous avons constaté qu'ils étaient de moins bonne qualité et nous avons privilégié, dans le respect du code des marchés au niveau européen, les pavés européens.

Mme Rosa REBRAB : Je prends la parole parce que j'ai été choquée. Est-ce que je suis réellement la seule à avoir été choquée par les propos de M. GROSPERRIN ? Est-ce qu'ils sont passés inaperçus ? C'est étonnant que M. GROSPERRIN, Sénateur, puisse parler de patients souffrant de troubles psychiatriques perturbateurs de l'ordre public qui justifieraient l'armement des policiers municipaux. Vous l'avez entendu comme moi ! C'est choquant et c'est une population qui n'a pas à recevoir cette stigmatisation qui nous ramène bien des années en arrière.

Oui, en matière de communication Monsieur GROSPERRIN, j'aimerais bien que cette communication passe aux représentants des usagers, que cette communication soit adressée à l'UNAFAM, que cette communication soit adressée à tous les patients, aux familles de patients ; que cette communication soit adressée également aux soignants, à tous les hôpitaux parce que pour ces patients souffrant de troubles psychiatriques, Monsieur, ce sont des soins qu'il faut, ce sont des fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière et que prévoit M. COPÉ par rapport à la fonction publique hospitalière ? Arrêtons la stigmatisation des troubles psychiatriques ! Merci Monsieur le Maire. C'était un moment de colère.

M. LE MAIRE : Je crois que vous avez raison. Dans un souci de transparence, il faut effectivement faire connaître ces propos. Il ne faut pas tenir des propos irresponsables et faire en sorte qu'après ils passent sous silence.

M. Laurent CROIZIER : Je vais tenter d'apaiser les débats. Je souhaitais en premier lieu appuyer vos propos sur la bonne tenue de la rentrée scolaire et sur la qualité de la restauration dans les cantines bisontines, c'est quelque chose, en tout cas, qui est remarqué par les Bisontins et aussi par les enfants et je crois que vous avez raison de le souligner. Je voulais aussi souligner les efforts réalisés durant l'été sur la sécurisation des écoles. Il y a encore beaucoup à faire mais commencer par prendre conscience du sujet et répondre, je pense que c'est bien de le souligner.

Vous avez dit que la rentrée s'était bien passée. Je suis d'accord mais je ne voudrais pas passer sous silence mon inquiétude sur les effectifs de certaines classes, vous en avez parlé concernant l'école de la Butte, et je voulais exprimer mon soutien -tout le monde le suivra je pense- aux parents d'élèves qui se sont battus aux côtés des enseignants pour obtenir des conditions d'apprentissage convenables pour leurs enfants.

M. LE MAIRE : Aux côtés de l'Adjoint qui était très présent aussi, je tiens à le souligner, avec vous aussi, absolument.

M. Laurent CROIZIER : Je pense aux parents de l'école maternelle de la Butte, vous avez oublié de mentionner les parents de l'école maternelle de Montrapon qui se mobilisent en ce moment. Il est important de réaffirmer que nous sommes attachés à cette école maternelle, que ce n'est pas une garderie. Quel que soit le quartier, 30 élèves dans une classe de maternelle ce ne sont pas, pour moi en tout cas, des conditions acceptables dans l'école de la République, je voulais le mentionner.

Ensuite, en deuxième point, un article de presse m'a fortement gêné et j'aimerais que vous y répondiez, précisait que vous aviez maintenu votre invitation au Salon Micronora à M. MACRON qui ne représente plus aujourd'hui le Gouvernement.

Personnellement, j'aurais trouvé beaucoup plus pertinent que vous retourniez l'invitation à Mme Axelle LEMAIRE, Secrétaire d'Etat en charge de l'Innovation et du Numérique qui possède, elle, les leviers pour agir dans le domaine de l'usine du futur ou alors à M. Christophe SIRUGUE qui est très engagé dans le dossier Alstom en qualité de Secrétaire d'Etat à l'Industrie.

Dans cette période que nous vivons, où les entreprises ont besoin du soutien des pouvoirs publics, personnellement, je ne comprends pas le maintien de cette invitation ou de ne pas l'avoir transférée à des personnes qui ont les leviers pour agir. Merci de vous exprimer sur ce sujet.

M. LE MAIRE : Je vais même vous informer que ce n'est pas le Maire qui a invité M. MACRON, c'est Thierry BISIAUX, le Président de Micronora. Au cas où vous ne le sauriez pas parce que manifestement vous ne le savez pas, Micronora n'est pas organisé par la Ville ni par le parc des expositions, c'est une association d'industriels qui l'a invité. Il a été invité au mois de juin, à une période où il était encore Ministre, donc il était parfaitement dans son rôle et lorsqu'il a démissionné Micronora n'a pas souhaité revenir sur l'invitation qui avait été faite et qu'il avait décidé d'honorer. Donc les choses sont très claires, ce n'est pas moi qui l'ai invité, je ne me le permettrais pas. Je crois même savoir que le monde de l'industrie est très heureux de pouvoir faire en sorte qu'il participe à cette inauguration, d'après ce que j'ai entendu. Donc ne m'accusez pas de tout mais je suis très heureux qu'il vienne. M. MACRON est vraiment la cible de tout le monde et quand on est la cible comme ça, c'est que quelque part on dérange. Et vous pouvez remarquer que ce n'est pas moi qui en parle ici. C'est vous qui en parlez. Moi je ne mélange pas les rôles. Quand il viendra, j'irai l'accueillir avec beaucoup de plaisir.

M. Philippe GONON : Je ne sais pas si vous avez lu cette semaine ou fin de semaine dernière un sondage qui a rappelé les préoccupations des Français et qui les a classées dans l'ordre chronologique d'importance.

Le premier sujet c'est encore et toujours l'économie, l'emploi, le chômage, le pouvoir d'achat, on va dire grossièrement les problèmes économiques ; en seconde position vient le problème de la sécurité.

Alors ici, malheureusement, la Ville n'ayant pas compétence pour parler beaucoup d'économie, nous en parlerons je pense au sein de la CAGB, même si nous voulons vous dire quand même, sur un point important, qui n'est pas fondamentalement économique mais qui a trait à l'emploi et à la protection des salariés qui ont perdu leur emploi et là je veux parler précisément de toutes les allocations, et notamment des allocations de type RSA que nous versons et que le Département verse aux salariés qui ont perdu l'emploi et je voudrais simplement vous dire puisque vous nous attaquez très souvent sur Les Mots Doubs, nous avons fait un choix parce que nous avons de graves inquiétudes sur notre capacité -je parle des Départements- à financer les allocations du RSA.

Vous avez vu à la télévision cette semaine, vous avez lu dans les journaux qu'aujourd'hui même 40 départements ne sont quasiment plus en capacité de payer les allocations du RSA aux chômeurs. En 2017 ce chiffre pourrait passer à 70 % des départements qui seraient dans l'incapacité de verser les allocations RSA. Je rappelle que dans le département du Doubs, de nombreux Bisontins sont concernés par ce problème puisque nous avons 17 000 allocataires qui perçoivent tous les mois ce RSA.

Nous avons fait des choix difficiles et nous avons privilégié de porter «Les Solidarités entre les Hommes», puisque c'est le nom que nous avons retenu pour cela, que ce soit le RSA, la prestation du handicap, l'allocation autonomie pour les personnes âgées ou la Protection de la Petite Enfance. Donc ce sont des choix raisonnés, assumés et je pense que ce sont des choix raisonnables. Nous avons privilégié Les Solidarités entre les Hommes et c'est vrai que par moments nous avons été obligés de faire des choix très difficiles et compliqués que vous nous reprochez à juste titre mais nous les assumons et nous n'en parlerons plus jamais ici, je vous le promets.

Le deuxième sujet, c'est la sécurité. La sécurité, je l'ai écrit cet été parce qu'il me semblait que votre analyse reposait sur une conception de la stratégie des terroristes qui avait évolué extrêmement rapidement dans les premiers mois de l'année 2016. Finies les grosses opérations avec beaucoup de logistique qui arrivaient directement du Moyen-Orient ou d'autres pays européens, place à des actions franco-françaises, sur notre territoire, qui nécessitent peu de logistique, qui sont préparées en quelques jours et exécutées en quelques heures.

Nous avons eu les exemples les plus récents, les derniers attentats commis sur le territoire français, que ça soit Magnanville, Nice, Saint-Étienne-du-Rouvray ou Notre-Dame de Paris, tout confirme aujourd'hui que la stratégie de Daech et de ses représentants sur le territoire français a changé et qu'il faut intervenir avec la plus grande réactivité, la plus grande proximité pour répondre à ces tentatives d'attentat.

Vous avez l'exemple de Nice qui est fabuleux. Qui a arrêté le camion ? Ce sont les policiers municipaux qui ont tiré sur ce camion et qui l'ont arrêté. Que ne serait-il pas arrivé si ces fonctionnaires municipaux n'étaient pas intervenus de façon décisive et coordonnée sur ce camion ?

Pour en terminer, nous souhaitons et vous le savez, bien entendu, que nous revoyons cette position sur l'armement de la Police Municipale. Je terminerai sur un point que j'ai vérifié personnellement il y a quelques jours, j'ai demandé si toutes les formations des policiers municipaux concernant l'utilisation des Taser avaient été effectuées et il m'a été répondu que non. J'ai demandé si les policiers municipaux portaient à la ceinture les Taser, il m'a été répondu que non. Est-il exact que les formations ne soient pas terminées, est-il exact que les policiers ne sont pas équipés sachant que nous avons pris cette décision il y a près de deux ans ?

M. LE MAIRE : Je vais vous répondre. D'abord je ne suis pas sûr que ce soient les policiers municipaux qui ont effectivement arrêté ce camion fou à Nice, ce qui n'a pas empêché malheureusement que des policiers municipaux armés ou des policiers nationaux soient lâchement abattus.

Il faut que vous soyez plus attentif lorsque vous circulez en ville et vous remarquerez qu'un certain nombre de policiers municipaux portent des pistolets à impulsion électrique depuis une quinzaine de jours, ça vous a certainement échappé.

Par contre la formation est très exigeante, ce qui d'ailleurs a retardé la mise en service du Taser. C'est le CNFPT qui les forme et il n'était pas forcément prêt et aujourd'hui il y a effectivement un certain nombre de policiers qui sont en instance de formation. 14 policiers sont déjà formés et portent des Taser, sachant que l'objectif pour nous est d'avoir un policier avec un PIE par équipe de trois ; ça sous-entend que 42 policiers peuvent les utiliser.

Pour votre premier sujet, nous sommes d'accord avec M. CROIZIER sur ce qu'il a dit sur Montrapon. L'Adjoint DAHOUI n'est pas là, il est aux côtés des parents de Montrapon ce soir. Nous sommes très attentifs à la situation sur ce quartier.

Sur Les Mots Doubs, je vous fais remarquer que ce sont vos amis qui ont attaqué sur ce thème. J'ai dit une seule fois que c'était une erreur mais que c'était le choix de la Présidente et que je le respectais. Si vous voulez à chaque fois revenir sur ce sujet je vous répondrai à chaque fois. Je pense que Les Mots Doubs ça n'a pas été un bon choix parce que quand vous me dites, entre nous, c'est pour distribuer le RSA, c'est de la démagogie et je vais vous expliquer pourquoi. Vous avez retiré Les Mots Doubs qui coûtaient à peu près 300 000 € et vous avez mis une somme à peu près équivalente à Arc-et-Senans, sur Jordi SAVALL. Vous avez fait le choix de priver pour je ne sais quelle raison les Bisontines, les Bisontins et les Grands Bisontines et les Grands Bisontins des Mots Doubs et c'est votre droit. Ne cherchez pas d'excuses. Vous avez voulu faire des économies sur Les Mots Doubs, vous l'avez remis ailleurs, peut-être pas sur le même chapitre budgétaire. Non, ça ne fonctionne pas, c'est clair. Je ne reviens pas là-dessus, c'est votre choix mais c'est toujours vous qui relancez là-dessus. L'argent est dans des cases différentes mais c'est de l'argent public.

M. Jacques GROSPELLIN : C'est vrai que c'est suite à mon intervention dans laquelle j'ai parlé des Mots Doubs en expliquant les choses, au lieu de remettre une sorte d'ersatz sur une extraordinaire manifestation qui existait, je souhaite que ce soit une belle réussite. Comme j'ai pu le dire tout à l'heure, le reproche que je faisais était soit vous accompagniez Mme BOUQUIN qui vous l'a demandé, mais vous lui avez répondu que Les Mots Doubs c'est le Département, soit vous pouviez passer à autre chose et ne pas toujours courir après des projets qui fonctionnaient bien pour prendre un petit peu d'envergure.

Vis-à-vis de la sécurité, c'était mon intervention, un Maire que vous connaissez bien m'a répondu en catimini à la question que je lui avais posée : «vous verrez, l'armement municipal, vous y viendrez». Et ce même Maire m'a répondu que non, pour différents types de raisons. Je lui ai dit qu'il ferait comme pour la vidéosurveillance ou la vidéo protection et qu'il y viendrait également. Le Maire m'a répondu qu'il était pour de toute manière et que c'est pour cette raison qu'il y est venu. Je suis sûr que d'ici trois ans la Police Municipale sera armée. Donc, sortez de votre idéologie personnelle, de vos conceptions vis-à-vis de cela. Le monde a changé, la société a changé, le monde est devenu plus dangereux qu'il n'était auparavant, nous sommes dans un monde difficile où il faut se protéger. Les syndicats m'ont informé qu'ils voulaient bien changer les missions parce qu'il y a beaucoup de gendarmes, de policiers, d'anciens militaires qui sont prêts à avoir de nouvelles fonctions au sein de cette Police Municipale.

Un dernier propos, pourquoi aujourd'hui, comme par hasard, la Police Nationale qui est armée est en bas ? Est-ce qu'elle va venir tout le temps au sein de ce Conseil Municipal ou est-ce pour une fois ? Est-ce que c'est parce que vous n'avez pas confiance en vos policiers municipaux ? Vous nous avez fait la démonstration tout à l'heure qu'ils avaient tout pour nous protéger.

M. LE MAIRE : La démagogie à ce niveau-là c'est incroyable. Mais vous avez raison, celles et ceux qui nous regardent voient bien où se situe la vérité. La Police Nationale est là dans le cadre de ses missions de protection. Lorsque vous interrogez la Police Nationale et les responsables, eux-mêmes n'étaient pas du tout favorables à l'armement de la Police Municipale.

J'ai interrogé les différents DDSP qui m'ont dit que dans le cadre de la Convention qu'ils ont signée avec la Police Nationale, pour les interventions faites dans la soirée, les rôles ont été clarifiés ; à partir de 22 heures c'est uniquement la Police Nationale et ils nous ont demandé de nous concentrer sur les missions avant 22 heures. C'est en accord avec eux, à leur demande. Je ne vais pas essayer de vous convaincre. J'ai dit que d'ailleurs je ne revenais plus sur ce sujet.

M. Philippe MOUGIN : Je ne veux pas revenir sur la présence de la Police Nationale, en effet, vous avez raison, ils sont là pour protéger les Français, y compris les Conseillers Municipaux, il n'y a pas d'ambiguïté.

Par contre vous posez une question à l'issue : la totalité des policiers municipaux sont d'accord pour être armés d'armes létales. Maintenant l'opposition de votre Conseil est unanime pour les armer, les syndicats de police sont tous unanimes aussi pour les armer, la population en grande partie est d'accord. Récemment, j'ai rencontré un responsable de la sécurité qui a quand même un certain grade, je sais que parmi les gendarmes peu s'opposent à l'armement de la Police Municipale justement pour les raisons dont je vous ai parlé tout à l'heure, pour leur protection et pour la protection des Français, non pas pour intervenir en premier.

Avec tous ces éléments, est-ce que vous ne pensez pas qu'il serait temps maintenant d'armer votre Police Municipale avant qu'il y ait un souci ? Comme le dit M. GROSPERRIN, les temps ont changé. Nous pouvons être en danger du jour au lendemain. À un moment donné il va falloir revoir votre jugement. Je pense que ce n'est pas une honte de changer d'avis. Je ne vais pas essayer de vous convaincre mais je pense qu'il faut vous poser la question.

M. LE MAIRE : Quand j'entends dire que c'est idéologique, ce n'est pas vous qui l'avez dit d'ailleurs, je vous en donne acte.

M. Philippe MOUGIN : Je veux essayer de faire comprendre aux gens qu'à l'heure actuelle les menaces ont évolué et on doit protéger nos policiers et nos concitoyens.

M. LE MAIRE : Je vous le dis très clairement, nous ne sommes à l'abri de rien nulle part, armés ou pas armés. C'est un problème de mission. Moi j'affirme avec force qu'il faut redonner de vrais moyens à la Police Nationale et à la justice aussi pour que les délinquants soient traités de façon rapide et avec fermeté.

M. Philippe MOUGIN : On est d'accord.

M. LE MAIRE : Je dis simplement que les policiers municipaux ont des missions et je ne souhaite pas qu'ils prennent des risques pour lesquels ils ne sont pas formés. C'est pour cela que je ne souhaite pas qu'ils aillent dans des lieux pour lesquels ils ne sont pas entraînés et ce rôle-là c'est à la Police Nationale de le faire. J'ai dit que je ne rouvrais pas le débat là-dessus. Je passe la parole à M. FAGAUT.

M. Ludovic FAGAUT : Simplement par rapport aux propos que vous avez pu tenir tout à l'heure, il est important de rectifier ce que vous dites parce que tout ce que vous dites n'est pas la vérité.

M. LE MAIRE : Eh bien rectifiez, vous avez la parole.

M. Ludovic FAGAUT : Je vais rectifier. Vous savez très bien que la Saline Royale d'Arc-et-Senans est un Etablissement Public de Coopération Culturelle, un EPCC, piloté par une Direction, qui est la Présidente du Département, dans lequel siègent des communes dont la commune de Besançon et également votre Adjoint qu'on ne voit pas régulièrement. Il est peut-être pris par ailleurs !

M. Patrick BONTEMPS : Il a voté le budget, il a voté les 400 000 €...

M. Ludovic FAGAUT : Il a participé à ce moment-là au vote du projet donc c'est un EPCC premièrement, c'est pour rectifier donc ne faites pas d'amalgame.

M. LE MAIRE : C'est bien l'argent du contribuable, arrêtez de faire penser une seconde à celles et ceux qui nous regardent que ces 400 000 € là ce n'est pas l'argent du contribuable. Vous dites simplement des choses qui sont fausses.

M. Ludovic FAGAUT : Par rapport à cela, arrêtez de croire que ce sont des transferts financiers, ce n'est pas vrai. Vous mentez quand vous dites ça. Ce n'est pas vrai. C'est le premier point et je tenais à le rectifier.

Le deuxième point et vous le direz droit dans les yeux à la Présidente Christine BOUQUIN, quant au mois d'août 2015 elle vous a vu au détour d'une réunion et vous a posé la question : «Monsieur le Maire de Besançon, il serait temps qu'on discute ensemble sur la manifestation des Mots Doubs», vous avez fait une fin de non-recevoir, vous avez dit textuellement : «c'est ton histoire à toi, c'est le Département, je ne veux pas en entendre parler», sauf que derrière, le bon sens aurait dû l'emporter. Vous dites qu'il fallait faire de la politique autrement. Le bon sens aurait dû l'emporter et dans le cadre de la loi NOTRe nous étions au sein d'une compétence partagée, donc la compétence Culture et oui, la collectivité Mairie de Besançon et l'Agglomération auraient dû accompagner la collectivité départementale pour continuer à porter cette manifestation. C'est fait et c'est acté, la collectivité départementale a fait un choix, Philippe GONON l'a dit très justement, donc passons à autre chose et arrêtez de revenir là-dessus à chaque fois.

M. LE MAIRE : Monsieur FAGAUT ce n'est pas moi qui suis revenu là-dessus.

M. Ludovic FAGAUT : Le troisième point et je terminerai là-dessus, sincèrement je pense que vous avez autre chose à faire en tant que Maire de Besançon que de commenter à chaque fois ce qui se passe dans une autre collectivité, et à chaque fois de mettre le mot «Département» à la fin de chacune de vos interventions parce que je crois que la Ville de Besançon mérite un Maire à plein temps et pas un Maire qui s'occupe toujours de ce qui se passe du côté de la Gare d'Eau.

M. LE MAIRE : Écoutez, j'ai déjà entendu des discours mensongers mais comme celui-là, jamais. Vous, vous êtes en campagne électorale, alors allez-y mais vous ne me ferez pas m'énerver.

Lorsque la Présidente du Conseil Départemental veut me solliciter, elle le fait régulièrement et moi aussi, nous le faisons par courrier. J'attends que vous me montriez un courrier de la Présidente du Conseil Départemental.

Deuxièmement, vouloir faire croire que c'est parce que nous finançons un EPCC que ce n'est pas le Département qui finance, si. Il y a des choix que je respecte, du Département, qui étaient de dire : on met 400 000 € sur la Saline d'Arc-et-Senans, ça a été d'ailleurs un succès, on ne les met plus sur Les Mots Doubs. C'est un choix, assumez-le. Parce que quand même le Département se désengage, ils se rendent compte qu'ils ont fait une erreur et ils voudraient nous faire porter la responsabilité mais vous êtes carrément incroyable.

Philippe GONON dit qu'ils n'ont pas financé Les Mots Doubs pour mieux payer le RSA. Sauf qu'il oublie de dire dans le même temps ils auraient peut-être pu mettre 500 000 € en plus avec l'argent de la Saline. Ce sont de faux arguments. Personne ne vous croit. Je ne critique jamais la Présidente du Conseil Départemental, elle a son opinion, ses projets, son analyse, je la respecte. Vous regarderez ce que j'ai dit lorsque Les Mots Doubs ont été stoppés, je n'y suis jamais revenu sauf lorsqu'on m'y invite comme l'a fait Philippe GONON ce soir. Vous êtes en campagne permanente, les uns pour les présidentielles, les autres sont déjà en campagne électorale pour les législatives.

Je ne suis pas en campagne, c'est une chance, ça permet à un Maire de prendre des décisions courageuses même si elles ne vont pas forcément toujours dans le sens de ce que veulent les gens. Et je continuerai pour ces quatre années à prendre des décisions courageuses pour le bien-être de ma collectivité.

Je ne vous ai pas vu aux 20 ans de Temis, c'est bien dommage. Alors qu'on sait qu'il y a des milliers d'emplois qui sont effectivement créés là-bas, j'aurais apprécié que vous y soyez, je me serais fait un plaisir de vous montrer ce qui s'y faisait effectivement. Vous voulez toujours polémiquer, allez-y. Dites-vous bien que celles et ceux qui nous regardent et nous entendent, honnêtement, seront juges eux-mêmes.

M. Philippe GONON : Je ne vais pas revenir sur les mots que vous avez utilisés notamment le mot «démagogie» mais je voudrais vous rappeler deux chiffres précis : sur les 17 000 allocataires du RSA nous avons 5 880 ménages bisontins qui perçoivent ce RSA. Ces personnes ont touché en 2016, 9,7 %, c'est-à-dire près de 10 % d'allocation supplémentaire. Pour nous ça faisait une somme de 6 millions d'euros à trouver. Dans le même temps ce sont des chiffres incontestables, l'État nous a pris 8 millions et demi d'euros de dotations globales de fonctionnement. Il a fallu trouver cette année 2016, 14,5 millions d'euros pour pouvoir boucler nos budgets. Donc comprenez simplement que nous faisons des choix difficiles mais nous les assumons parce que derrière des gens ont besoin de notre soutien et ce sont des gens que nous pouvons, autour de cette table, considérer comme des gens qui sont véritablement méritants de ces aides.

Ce choix est un choix mathématique, financier, peut-être dur à accepter mais ce sont 5 880 ménages de Besançon qui ont bénéficié des aides du RSA du Département que nous assurons. Et je vous le dis, en 2017, le Département du Doubs ne fera pas partie des 70 % des départements qui seront incapables de payer le RSA.

M. LE MAIRE : Monsieur GONON, c'est incroyable qu'un garçon intelligent comme vous fasse semblant de ne pas comprendre ce que je viens de lui dire. Vous expliquez qu'il y a des besoins au niveau du RSA, nous sommes d'accord, je ne dis pas le contraire, je ne dis même pas que vous ne remplissez pas votre devoir. Je dis simplement que l'excuse que vous donnez qui est de dire que vous n'avez pas fait les Mots Doubs pour payer le RSA est une fausse excuse parce que dans le même temps vous avez mis 400 000 € à la Saline d'Arc-et-Senans. C'est ça, le reste vous avez raison, je ne dis rien d'autre, je vous l'ai expliqué deux fois, je ne peux pas comprendre que vous n'avez pas compris, de toute façon vous avez très bien compris ce que je disais mais vous avez toujours cette même pédagogie !

M. Laurent CROIZIER : Une petite précision sur l'armement de la Police Municipale. Quand on le propose, j'aimerais bien qu'on comprenne que ce n'est pas pour le plaisir de les armer mais pour leur permettre de mener à bien leur mission de proximité au cœur des quartiers et ils ont le droit de se sentir en sécurité et de pouvoir aller dans n'importe quel quartier de Besançon, le matin, le midi ou en soirée et de se sentir en sécurité dans le cadre de leurs fonctions.

J'ai pris le temps de regarder ce qui se passe dans les villes de même strate. J'ai remarqué plusieurs choses : la première, nous sommes en sous-effectif de policiers municipaux par rapport aux villes de même strate. La deuxième c'est que les villes de même strate sont quasiment toutes équipées en armement légal, ce n'est pas un hasard. Quand nous regardons un petit peu plus loin, nous nous rendons compte qu'il y a plus de décès dus aux Taser que de décès dus à l'armement légal de Police Municipale. Donc dire que l'armement de la Police Municipale est plus dangereux, c'est un faux argument.

M. LE MAIRE : J'ai les mêmes chiffres que vous, ce n'est pas totalement juste ce que vous dites. Je ne vais pas refaire la comparaison parce que vous avez un avis et vous n'en changerez pas !

M. Pascal BONNET : Je ne pensais pas intervenir mais vu que le débat se prolonge, après tout pourquoi pas. J'ai entendu que vous n'êtes plus en campagne électorale, c'est sans doute plus reposant pour vous alors que nous nous avons plus ou moins des campagnes à assumer mais vous êtes encore en campagne politique malgré tout, je vous trouve assez dynamique et déterminé.

M. LE MAIRE : Vous avez un maire jeune et dynamique.

M. Pascal BONNET : Ceci dit, j'ai été de ceux qui étaient heureux de voir qu'on maintenait une manifestation littéraire à Besançon. Avec l'Agglomération, avec des partenaires, vous avez proposé un projet qui va arriver. Soyez heureux de votre projet au lieu de régler des comptes qui n'ont plus lieu d'être. Je ne suis pas porte-parole du Département, je suis élu bisontin, et je suis content de ce qui se passe à Besançon quand c'est positif. Simplement quand j'entends mes collègues dire que la Présidente du Conseil Départemental a un souvenir précis, je la connais depuis très longtemps, elle a une bonne mémoire et n'a qu'une parole. Donc j'ai tendance à croire ce qu'elle dit.

En ce qui concerne le budget du Département, Philippe GONON est mieux placé que quiconque pour en parler, et Ludovic FAGAUT en matière de choix culturels.

M. LE MAIRE : Ce sont vos choix mais assumez-les.

M. Pascal BONNET : Mais ils les assument. Je voulais préciser que vous savez très bien que les Départements de gauche comme de droite sont confrontés à une explosion des dépenses sociales et ont des choix à faire. Quand Philippe GONON rappelle certaines choses, ne dites pas que ce n'est pas de la réalité. Et ramener ça au fait qu'on aurait choisi de privilégier la Saline d'Arc-et-Senans par rapport aux Mots Doubs, ce sont des choix de politique culturelle.

M. LE MAIRE : C'est la réalité.

M. Pascal BONNET : Pendant plusieurs années le Département, géré par vos amis, n'a pas fait le choix de pérenniser Les Mots Doubs en restant dans une politique strictement de communication, donc qui ne relevait pas de Ludovic FAGAUT et il a fallu à un moment donné trouver une solution. Ils ont choisi de mettre les choses à plat pour trouver une solution à moyen terme. Vous avez choisi de le faire plus vite, c'est très bien pour la ville mais arrêtez de désinformer et d'autre part, Jordi SAVALL dans le Doubs c'est très bien et je ne pense pas que vous soyez malheureux qu'il participe à la saison de la Scène Nationale de Besançon parce qu'il sera en résidence à proximité.

M. LE MAIRE : Je n'ai pas dit ça Monsieur BONNET, j'ai simplement dit que ce choix est un choix politique et culturel, que c'était votre choix et gouverner c'est choisir mais il faut assumer ses choix. Ne dites pas « nous avons arrêté Les Mots Doubs pour payer le RSA », tout le monde sait que ce n'est pas vrai.

Mme Myriam LEMERCIER : Je vous rappelle que l'opposition de ce Département a voté contre le budget culturel précisément pour cette raison, abandon des Mots Doubs et budget à la Saline augmenté dans le même temps. Maintenant, je rappelle que la première obligation des Départements ce sont les solidarités. Donc mettre de l'argent dans le RSA, ce n'est pas un choix, c'est une obligation.

M. Eric ALAUZET : Quelques mots sur ce sujet très important de la sécurité. Philippe GONON l'a dit, régulièrement dans les sondages ce sujet arrive en deuxième, voire en première position. Je crains que dans la période qui arrive nos concitoyens soient conduits à devoir constater un triste spectacle de simplification de l'indice des problèmes, de surenchère, voire de caricature.

La réalité des chiffres et l'engagement, dans un sujet aussi important, se mesurent d'abord sur la réalité de ce qui se passe sur le terrain et notamment des effectifs de la Police Nationale. De ce point de vue-là, entre 2012 et 2017, 12 500 postes de policiers et de gendarmes ont disparu pour environ la même proportion. Le Président de la République actuel avait annoncé 5 000 postes supplémentaires. Dans la réalité, quand nous regardons les chiffres 2013, il y a eu une perte de 200 policiers nationaux, et l'année suivante plus de 300. Sur les deux premières années, il y a eu une stabilité, il y a eu un arrêt de l'hémorragie, ce n'est pas rien puisque la politique générale de réforme des Services prévoyait encore de baisser.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu l'augmentation attendue ? C'est ce qu'il faut bien comprendre, c'est facile de supprimer des postes et difficile d'en créer et, quand on décide d'embaucher un policier national, il faut 18 mois de formation, c'est d'ailleurs la même chose pour les policiers municipaux.

J'en veux pour preuve, sur les années 2009, 2010, 2012 dans les écoles de police, tous les ans il y a eu 500 personnes en moins recrutées dans les écoles et dès 2012 et 2013, il y en a eu 2 500 supplémentaires, et en 2012 et en 2013, qui ne se sont traduits dans la réalité des embauches que deux ans plus tard. Et à la fin de ce mandat il y aura 9 000 postes supplémentaires quand dans un mandat précédent il y a eu 12 000 postes en moins. Donc l'engagement pour la sécurité des Français se mesure à ces éléments-là et pas aux déclarations et à la surenchère malheureusement à laquelle nous allons assister dans les semaines et les mois qui viennent.

M. Michel OMOURI : Juste une réponse à M. ALAUZET. Il nous fait un joli discours au Conseil Municipal sur la sécurité. Quand on est avec ses amis verts et qu'on vote en totalité contre toutes les propositions de sécurité que M. HOLLANDE met en place, aujourd'hui il faut un vrai discours. Monsieur le Député, je voudrais un peu de cohérence dans vos propos. Au moins ayez le courage de dire que sur les questions de sécurité et sur l'armement vous êtes contre. Donc évitez les discours pour dire qu'au plan national la droite ne fait rien et vous, vous avez voté pour les décisions de sécurité.

Mme Anne VIGNOT : Juste un élément, nous avons voté contre l'armement de la Police Municipale sur les mêmes arguments qui sont que la Police Municipale, pour l'instant, est dans une mission qui n'a pas à assurer le portage de cet armement. De toute façon, dans tous les cas ça demanderait un certain temps puisque ça demande une vraie formation. Par contre nous n'avons jamais fait aucun vote contre la Police Nationale dont nous reconnaissons le rôle fondamental et dont nous disons combien nous en avons besoin aujourd'hui sur notre territoire au vu de la dégradation sociale.

Surtout j'aimerais, Monsieur OMOURI, que vous soyez extrêmement précis sur nos votes et nos décisions. Nous parlons de la même façon au niveau parlementaire comme au niveau global et local.

M. Eric ALAUZET : La RGPP a conduit à la fermeture de l'Ecole de Police. Nous nous sommes trouvés dans une situation extrêmement difficile pour former les jeunes. Il y a une inertie qui est très forte. Je dis au passage d'ailleurs à Philippe GONON que ce sont bien les Gardiens de la Paix à Nice qui ont arrêté le camion à Nice, ça veut dire Police Nationale.

M. LE MAIRE : Je passe à l'ordre du jour».